



N° 5 - Juillet 2011

Panorama au 4 juillet 2011

Éditorial

Situation fourragère difficile et rendements des grandes cultures en baisse

En mai 2011, la hausse par rapport à 2010 des prix agricoles à la production en France est stabilisée à + 18 %. Cette stabilité est la résultante d'une détente nette des prix céréaliers, qui restent néanmoins très élevés, et de la fermeté des prix des animaux de boucherie et des volailles. Depuis avril, ceux-ci participent activement avec les vins à la hausse des prix à la production, bien que dans une bien moindre mesure que les grandes cultures (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 7/10, juillet 2011*). En ce qui concerne le prix d'achat des moyens de production agricole, il se replie légèrement par rapport à avril, après une envolée ininterrompue entre juillet 2010 et mars 2011 : le prix de l'énergie et des lubrifiants fléchit et celui des aliments pour animaux marque une pause à un niveau élevé (*Infos rapides Moyens de production n° 7/10, juillet 2011*).

Concernant la situation climatique de la France métropolitaine en juin, la température mensuelle moyenne dépasse légèrement la normale saisonnière et, après cinq mois consécutifs de déficit, les précipitations en sont proches. Toutefois, il existe des disparités régionales, avec des excédents pluviométriques

marqués en Corse et dans le Sud-Est, et un déficit dans le Sud-Ouest (- 30 %) et dans une moindre mesure dans le Nord-Est. Le niveau des réserves utiles des sols tend à s'améliorer, mais reste en dessous de la normale sur la quasi-totalité du territoire en raison des déficits de précipitations observés de janvier à mai 2011 (*Infos rapides Climatologie n° 7/12, juillet 2011*).

L'impact le plus important de la sécheresse de printemps s'exerce sur la production fourragère. Fin juin, sa situation reste préoccupante, malgré les pluies survenues sur de larges zones du pays. La production du printemps a été de fait exceptionnellement faible sur une grande partie du territoire. Pour plus des deux tiers des régions fourragères, les pertes de production au printemps 2011 peuvent être estimées à plus de 20 % de la production habituelle observée au 20 juin. Le taux de réalisation de la production annuelle est très bas, à peine 40 % de la production annuelle, dix points en dessous du niveau observé en 2003. Les pertes sont majeures pour une grande partie des prairies des régions : Midi-Pyrénées, Aquitaine, Poitou-Charentes,

Pays de la Loire, Picardie, Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne et Lorraine. À ce stade de la campagne, la situation est problématique puisque la production du printemps représente habituellement entre 60 et 70 % de la production annuelle de fourrage. L'impact final de la sécheresse dépendra de la production d'été et d'automne qui représentent 35 % de la pousse annuelle d'une année moyenne (*Infos rapides Prairies n° 3/7, juin 2011*).

Les stocks de fourrage n'ont pas toujours pu être réalisés et la production des prairies a été souvent insuffisante pour l'alimentation des troupeaux au pâturage. Les abattages de vaches, et de brebis de réforme notamment dans l'ouest de la France, qui étaient déjà plus importants que ceux de 2010 depuis le début de l'année, ont tendance à s'accélérer en mai, mais ils retomberaient pour les vaches laitières au cours de la semaine du 20 juin. Les abattages de porcs quant à eux sont stables. En avril, les productions bovines, et surtout ovine grâce aux fêtes de Pâques, ont augmenté contrairement à la production porcine. (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 6/11, juin 2011*).

En termes de prix à la production, sur l'ensemble du mois de mai comme en avril, les prix des animaux de boucherie sont toujours soutenus, dépassant d'environ 10 % ceux de mai 2010. Mi-mai, les cours des vaches et taurillons, d'un niveau élevé depuis le début de l'année, décrochent. Ensuite, pour les vaches laitières, les cours retrouvent leur avance sur ceux de 2010 alors que, pour les vaches allaitantes, ils ne font qu'enrayer la baisse. Après trois hausses successives, le prix du porc charcutier diminue.

Les abattages de poulet et de canard, augmentent en avril par rapport à 2010, liées à une forte hausse de la consommation de volailles au premier trimestre 2011. Plus particulièrement sur le segment des volailles grasses, après un repli en 2009, la production de foie gras s'est accrue en 2010, de même que les achats anticipés dès novembre avant les fêtes de fin d'année. Les exportations ont également augmenté, avec l'apparition de nouveaux clients, et les importations de foies gras crus se sont développées, notamment depuis la Bulgarie (*La consommation de foie gras en progression en 2010, Aviculture n° 2011/154, juillet 2011*).

Par ailleurs, le repli des mises en places des poulettes de ponte, qui s'élève à près de 30 % par rapport au premier trimestre 2010, constitue un fait structurel marquant pour la filière avicole : il résulterait de la directive européenne de mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter de 2012, certains éleveurs réduisant ou arrêtant leur activité (*Infos rapides Aviculture n° 7/11, juillet 2011*).

Concernant l'impact de la sécheresse de printemps sur les grandes cultures, selon les estimations de récoltes réalisées au 1^{er} juillet par le Service de la statistique et de la prospective, elle aurait pour effet de diminuer la récolte française de toutes les grandes cultures d'hiver et de printemps par rapport à celle de 2010. Cette diminution s'expliquerait essentiellement par une baisse des rendements, notamment pour le blé tendre. La production de colza baisserait aussi, et celle des pro-

téagineux de plus du tiers de celle de 2010 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 5/10, juillet 2011*). Il s'agirait des plus bas niveaux depuis vingt ans, les baisses étant variables selon les régions.

L'inquiétude qui subsiste sur les marchés tant que l'impact de la sécheresse sur les volumes et la qualité des récoltes n'est pas précisément évalué avec l'achèvement des moissons, en France et dans les pays producteurs, contribuent à maintenir les prix à un niveau bien plus élevé que celui de 2009/2010. Pour le maïs, les cours mondiaux sont exceptionnellement hauts, dépassant de manière inhabituelle les cours du blé depuis mars. En termes de prévisions pour la campagne 2011/2012, d'après le rapport du Comité international des céréales au 30 juin 2011, la récolte céréalière mondiale serait en nette hausse. Celle-ci favoriserait une détente des cours, mais n'empêcherait pas les marchés d'être déficitaires, notamment pour le blé et le maïs, car elle ne permettrait pas une reconstitution suffisante des stocks de fin de campagne.

La détente intervenue à la fin de la campagne 2010/2011 sur les marchés céréaliers et oléagineux mondiaux résulte de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'annonce par la Russie de reprendre ses exportations à compter du 1^{er} juillet sans condition restrictive de plafond de taxes ou de volume. Les quotas d'exportation établis par l'Ukraine et le retrait de la Russie à partir de la mi-août 2010 avaient renforcé la position de la France parmi les principaux exportateurs mondiaux de blé tendre. En France, le rythme de cette collecte de blé tendre a été particulièrement dynamique sur la première moitié de campagne, facilitant la réponse à la demande internationale. En parallèle, les utilisations intérieures de blé fourrage ont été satisfaites grâce aux importations, réservant le blé meunier français de bonne qualité à l'exportation (*À la fin de la campagne 2010/2011, inquiétude pour les nouvelles récoltes sur les marchés des grandes cultures, Céréales et oléagineux n° 2011/153, juillet 2011*).

Le marché français des fruits et légumes d'été a été pénalisé par l'abondance de l'offre simultanée des produits français arrivés précocement à cause de la chaleur et des produits espagnols ou marocains encore présents. En mai avec la nouvelle campagne, la tendance des prix s'inverse pour les fruits d'été : alors qu'ils dépassaient ceux de 2010 jusqu'en avril, ils chutent pour l'ensemble à - 16 % en dessous de mai 2010, à l'instar des légumes d'été. En juin, le repli se maintient pour les deux, mais il est moins fort pour les fruits (- 6 %). En ce qui concerne les légumes, entre mai et juin, la situation s'est nettement améliorée pour la carotte (*Infos rapides Carotte*) ; elle est moins catastrophique pour la courgette (- 14 %, après - 41 %), les salades d'été et le concombre (*Infos rapides Chicorée, Concombre, Courgette et Laitue*) ; elle s'est détériorée pour le poireau primeur et de conservation, les prix de mai reposant sur une production réduite par rapport à celle de 2010 (*Infos rapides Poireau*). La campagne débute très difficilement pour le melon sur des prix inférieurs de l'ordre de 30 % à ceux de 2010 en mai et juin, comme ceux de la tomate. En termes de surfaces, le plein air serait réduit pour le melon par rapport à 2010, contrairement au sous-serre (*Infos rapides Melon, Tomate*). En ce qui concerne les fruits, sur le marché de la fraise, l'équilibre est fragile d'autant que la concurrence des autres fruits d'été s'active dès la mi-mai, son prix réussissant néanmoins à dépasser ceux des années précédentes en juin (*Infos rapides Fraise*). En juin, le repli du prix de la cerise par rapport à celui de 2010 est nettement moins fort qu'en mai. Il est sensiblement équivalent pour l'abricot, de l'ordre de 5 %. La pêche quant à elle démarre sa campagne de commercialisation sur des prix de 20 % inférieurs à ceux de juin 2010 (*Infos rapides Cerise, Abricot et Pêche*).

Selon les premières estimations établies au 1^{er} juillet par le SSP, le potentiel de la récolte viticole 2011 serait supérieur à la très faible récolte de 2010 pour toutes les catégories de vins, sauf accident climatique ou sanitaire. Elle serait néanmoins inférieure à celles de 2005 et 2006. La sécheresse

printanière, si elle devait persister, pourrait avoir un impact sur les productions attendues, notamment dans les vignobles situés dans l'ouest de la France. Pour l'heure, les vignobles sont en avance par rapport à 2010 et à une année normale. Cette année, les vendanges pourraient débuter précocement, en seconde quinzaine d'août dans la plupart des régions (*Infos rapides Viticulture n° 1, juillet 2011*). Pour la campagne 2010/2011, les prix des vins sont soutenus en mai et dépassent de 10 % les prix des cinq derniers mois de mai. Selon FranceAgriMer, la hausse se poursuit en juin pour les vins rouges et rosés avec indication géographique protégée, en raison des faibles volumes disponibles. À l'inverse pour les vins rouges et rosés sans indication géographique, les prix marquent une accalmie après leur niveau élevé de mai, qui était lié à la faiblesse de l'offre. En avril, les exportations de vins ont ralenti leur hausse par rapport à 2010, sauf celles de champagnes et celles de vins de cépage qui explosent. Pour autant, cumulé depuis le début de campagne en août 2010, l'ensem-

ble des volumes exportés a augmenté de 8 % par rapport à la campagne 2009/2010.

En avril 2011, la collecte de lait de vache est restée très dynamique et a progressé par rapport au mois d'avril 2010. Cependant, les premiers effets de la sécheresse printanière pourraient se faire ressentir sur l'évolution de la collecte du mois de mai 2011 et, selon FranceAgriMer, la hausse serait plus faible que celle des mois précédents (*Infos rapides Lait n° 6/11, juin 2011*).

Depuis le début d'année 2010, les cours du beurre et des poudres de lait s'envolent sur le marché mondial, conséquence d'un déséquilibre entre une offre limitée et une demande soutenue. Cette flambée des prix des produits laitiers industriels se répercute sur les prix français, fortement tributaires des cours mondiaux, ce qui incite les industriels à accroître leurs exportations. Les fabrications françaises, fortement orientées vers les produits laitiers à plus forte valeur ajoutée comme les fromages, s'adaptent avec

un décalage à la conjoncture mondiale. Par ailleurs, la demande européenne en produits laitiers de grande consommation est soutenue, même si leurs cours demeurent relativement stables (*Les fabrications françaises de produits laitiers industriels s'adaptent à la hausse de la demande mondiale, Lait n° 2011/155, juillet 2011*).

Au premier trimestre 2011, la production des IAA est particulièrement bien orientée, retrouvant son niveau d'avant crise économique. Elle profite en effet d'une demande extérieure prononcée et d'une consommation intérieure en hausse. L'amélioration du solde commercial est cependant limitée par l'accroissement prononcé des importations de produits alimentaires. En lien avec le renchérissement des matières premières, la hausse des prix à la production et du chiffre d'affaires est de plus en plus sensible. Comme en 2010, l'emploi salarié dans les IAA reste stable au premier trimestre 2011 (*IAA : une activité soutenue sur fond de hausse de prix, Industries agroalimentaires n° 2011/156, juillet 2011*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

À la fin de la campagne 2010/2011, inquiétude pour les nouvelles récoltes sur les marchés des grandes cultures

Céréales et oléagineux

7

A. Renaud

La consommation de foie gras en progression en 2010

Aviculture

13

C. Pendariès

Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale

Lait

17

L. Lefebvre

IAA : une activité soutenue sur fond de hausse de prix

Industries agroalimentaires

23

L. Lefebvre

Organismes et abréviations

29

Pour en savoir plus

31

Liste des Infos rapides parues

Abricot, n° 3/4, juillet 2011

L. Bernadette

Animaux de boucherie, n° 6/11, juin 2011

A. Egger, M.A. Lapuyade

Aviculture, n° 7/11, juillet 2011

C. Pendariès

Carotte, n° 1/6, juin 2011

J. Fressignac

Cerise, n° 3/3, juillet 2011

L. Bernadette

Chicorée, n° 1/5, juin 2011

J. Fressignac

Concombre, n° 3/5, juillet 2011

J. Fressignac

Courgette, n° 2/4, juillet 2011

J. Fressignac

Climatologie, n° 7/12, juillet 2011

H. Schoen

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 6/12, juin 2011

H. Vigouroux

Endive, n° 5/5, juin 2011

J. Fressignac

Fraise, n° 3/4, juin 2011

J. Fressignac

Grandes cultures et fourrages, n° 5/10, juillet 2011

H. Schoen

Lait, n° 6/11, juin 2011

S. Cazeneuve

Laitue, n° 1/6, juin 2011

J. Fressignac

Melon, n° 1/5, juin 2011

J. Fressignac

Moyens de production, n° 7/10, juillet 2011

L. Lefebvre, A. Viguier

Pêche, n° 3/5, juillet 2011

L. Bernadette

Poireau, n° 1/5, juin 2011

J. Fressignac

Pomme, n° 2/6, juillet 2011

L. Bernadette

Prairies, n° 3/7, juin 2011

J.P. Cassagne

Prix agricoles et alimentaires, n° 7/10, juillet 2011

C. Deroin

Stocks pomme-poire, n° 9/10, juin 2011

L. Bernadette

Tomate, n° 2/6, mai 2011

J. Fressignac

Viticulture, n° 1, juillet 2011

L. Bernadette

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales et oléagineux juillet n° 2011/153

[Retour éditorial](#)

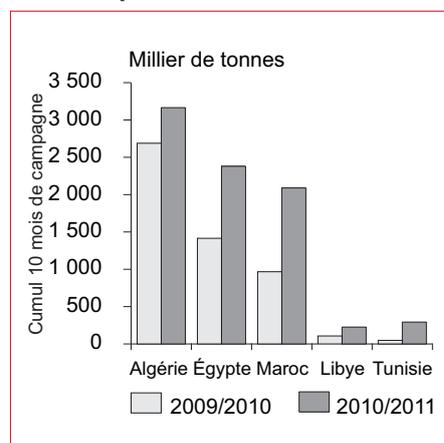
À la fin de la campagne 2010/2011, inquiétude pour les nouvelles récoltes sur les marchés des grandes cultures

Au cours de la campagne 2010/2011, la France renforce sa position parmi les principaux exportateurs de blé tendre, en l'absence des pays de la mer Noire sur le marché mondial. La collecte est très en avance par rapport à l'an dernier, fournissant les disponibilités nécessaires. Par ailleurs les utilisations intérieures de blé fourrager sont en partie satisfaites par des importations, réservant les blés français, de bonne qualité meunière, à l'exportation.

En fin de campagne, même si les marchés céréaliers et oléagineux s'apaisent quelque peu, les cours restent nettement supérieurs à ceux de 2009/2010. Les incertitudes sur la campagne à venir demeurent, l'impact des mauvaises conditions climatiques du printemps sur le potentiel de production étant actuellement indéterminé.

La campagne 2010/2011 se termine, et, tout comme la campagne 2007/2008, elle restera caractérisée par de fortes tensions sur les marchés céréaliers. Au niveau mondial, la production céréalière (hors riz) a baissé de plus de 3 % selon le Conseil international des céréales (CIC). La production de blé a perdu 30 millions de tonnes (Mt) ; elle a fortement diminué dans les pays de la mer Noire. Suite à une sécheresse sans précédent, l'Ukraine a décidé d'un quota sur ses exportations de céréales et la Russie a mis en place un embargo à partir de la mi-août 2010. Dans ce contexte, la France réalise des records d'exportations au cours de la campagne 2010/2011.

Hausse des exportations françaises de blé tendre à destination de l'Afrique du Nord



Source : DGDDI (Douanes)

Commerce extérieur français du blé tendre : des échanges très dynamiques en 2010/2011

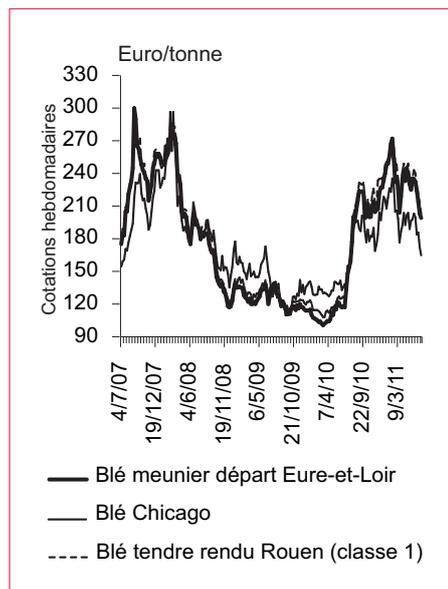
Pour la campagne 2010/2011, les exportations françaises de blé tendre dépasseraient 13 Mt à destination des pays tiers, d'après FranceAgriMer. Fin avril, elles atteignent déjà 11 Mt, en hausse de 37 % par rapport à la campagne précédente. Les pays d'Afrique du Nord figurent parmi les principaux destinataires de ces exportations, concentrant 8,2 Mt fin avril (+ 56 %). Vers l'Union européenne, les exportations diminuent de 7 %, s'abaissant à 5,5 Mt en cumul de juillet 2010 à avril 2011.

Collecte 2010/2011 de blé tendre très en avance et importations en forte hausse

La collecte de blé tendre a été très dynamique en 2010/2011. Cumulée sur les dix premiers mois de campagne, de juillet 2010 à avril 2011, elle dépasse de 6 % celle de la campagne précédente avec 32 Mt. Toutefois, le rythme de collecte, exceptionnellement haut la première moitié de campagne, ralentit mécaniquement depuis février, au fur et à mesure que la fin de campagne approche et que les disponibilités s'amenuisent. Au premier mai, la collecte serait réalisée à 97 % selon FranceAgriMer, contre 90 % l'an dernier.

En parallèle à ces records précoces de collecte qui facilitent la réponse à la demande internationale, des importations de blé tendre plus importantes que d'ordinaire ont été nécessaires pour l'approvisionnement intérieur, surtout en blé fourrager. En effet, pour la campagne 2010/2011, le blé français, de bonne qualité panifiable, a surtout été valorisé à l'exportation, alors que du blé fourrager a été importé pour l'approvisionnement intérieur. Les importations de blé tendre ont plus que triplé par rapport à l'an dernier, en cumul de juillet à avril. Sur ces dix premiers mois de campagne, elles s'élèvent à 722 milliers de tonnes,

Blé tendre : détente des cours à partir de fin mai



Source : DGDDI (Douanes)

provenant en quasi-totalité de l'Union européenne. Les principaux fournisseurs de la France sont l'Allemagne (32 %), le Royaume-Uni (19 %), et pour une moindre part l'ensemble Belgique-Luxembourg (13 %). De fortes précipitations en Allemagne avaient dégradé la qualité des blés meuniers de la récolte 2010, générant ainsi des disponibilités importantes en blé fourrager.

Marchés céréaliers mondiaux : détente relative des cours en fin de campagne 2010/2011

En fin de campagne 2010/2011, les marchés céréaliers font preuve d'un certain apaisement par rapport aux pics de prix observés précédemment.

Entre mai et juin, le cours du blé perd environ 7 %. Au 22 juin, pour l'avant-dernière semaine de campagne, le cours de Chicago redescend à 172 €/t, le blé français rendu Rouen recule à 212 €/t et le blé meunier départ Eure-et-Loir à 203 €/t.

Pour le maïs, les prix diminuent également fin juin, mais la détente est moins marquée que pour le blé. Entre mai et juin, les prix restent stables en moyenne. En juin, le maïs rendu Bordeaux vaut 230 €/t, le maïs à Chicago 200 €/t, supérieur au blé. En outre, sur le marché mondial, les cours du maïs sont exceptionnellement hauts et dépassent de manière inhabituelle les cours du blé, depuis mars.

Plusieurs facteurs ont joué sur le repli des cours des céréales en fin de deuxième trimestre 2011. Fin mai, la Russie a annoncé la reprise de ses exportations à compter du 1^{er} juillet, sans condition restrictive (ni volume plafonné, ni taxe). Les volumes exportés en 2011/2012 pourraient atteindre 15 Mt d'après le gouvernement russe. Ainsi, la tension liée à l'offre sur le marché mondial s'amenuiserait. Les conditions météorologiques, qui pénalisaient certains des pays producteurs de céréales se sont améliorées au cours du mois de juin. En Europe du Nord, surtout en France et en Allemagne, des précipitations sont apparues. Aux États-Unis, l'état des cultures s'est amélioré et les semis de printemps ont

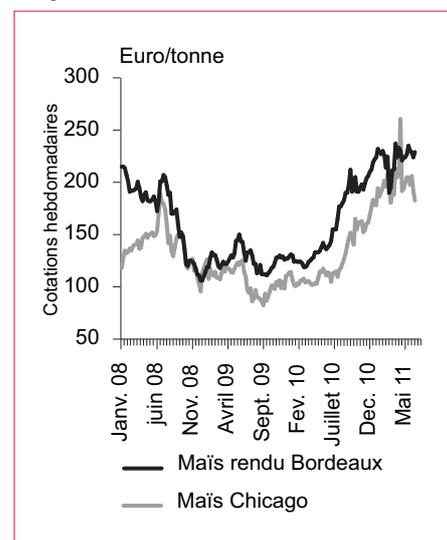
progressé, rattrapant peu à peu le retard pris à cause de la pluie.

Malgré cette détente, les cours demeurent cependant relativement élevés. En France, au mois de juin, le blé demeure environ 80 % plus cher que l'an dernier et le maïs 70 %. À Chicago, le blé dépasse de 35 % sa valeur de juin 2010, et le maïs de plus de 70 %. Ces cours pourraient toutefois évoluer dans les prochaines semaines lorsque les volumes et la qualité des nouvelles récoltes seront mieux connus, et notamment l'impact effectif des conditions climatiques exceptionnellement sèches du printemps en Europe.

Perspectives de récolte mondiale céréalière pour 2011/2012 : vers des stocks en repli

D'après le dernier rapport du CIC au 30 juin 2011, la récolte mondiale de céréales (hors riz) atteindrait 1 808 millions de tonnes pour 2011/2012. Elle serait en nette hausse (+ 4 %) par rapport à 2010/2011, ce qui favoriserait une certaine détente concernant l'offre sur les marchés céréaliers. Les marchés du blé tendre et du maïs demeureraient cependant légèrement déficitaires. Surtout, cette augmentation de production ne permettrait pas de reconstituer de manière confortable les stocks de fin de campagne, qui se replieraient à nouveau. Le bilan du

Maïs : les cours se stabilisent en juin mais restent très hauts



Source : DGDDI (Douanes)

maïs serait pour la deuxième année consécutive particulièrement tendu avec un stock final à 119 Mt, le ratio stocks/consommation chutant en dessous de 14 %. La production de maïs aux États-Unis, qui atteindrait un nouveau record à 335 Mt selon l'USDA (homologue du ministère en charge de l'agriculture en France), se situerait néanmoins en deçà des premières prévisions à cause des pluies excessives qui ont affecté les cultures.

Pour l'Union européenne, les dégâts liés à la sécheresse printanière, malgré une amélioration des conditions climatiques à partir de la mi-juin, sem-

blent pour partie irréversibles. La production de blé tendre diminuerait légèrement, à 126,5 Mt selon les prévisions de juin 2011 du Coceral (Comité du Commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures). La faible hausse des surfaces ne compenserait pas la baisse des rendements liée à la sécheresse. La production de blé dur reculerait de 7 %, à la suite d'une diminution des surfaces. En France, au 1^{er} juillet 2011, la production de blé tendre est évaluée par le SSP à 32 Mt (- 10,3 % par rapport à 2010). Les rendements reculeraient de 12,3 % à 63,5 q/ha. Pour le maïs, la production 2011/2012

de l'Union européenne augmenterait de 3,5 % par rapport à l'an passé, estimée à 57 Mt par le Coceral. En France, la production de maïs reculerait de 3,7 %, toujours selon le Coceral, à 13,3 Mt.

Pour les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), les récoltes céréalières 2011/2012 se caractériseraient par un retour à la « normale » après une année 2010 déficitaire à cause de la sécheresse. La production céréalière atteindrait 138 Mt dont 78 Mt de blé, selon la FAO (juin 2011). En Russie notamment, la production de blé se rehausserait à 55 Mt (+ 33 %).

Les prix des oléagineux restent élevés en fin de campagne 2010/2011

En fin de campagne 2010/2011, le cours du soja à Chicago fait preuve d'une certaine accalmie. Cette détente relative est liée conjointement à l'amélioration des conditions météorologiques aux États-Unis, qui ont permis la reprise des semis, et à la baisse du prix du pétrole brut. Néanmoins, en juin, le soja atteint en moyenne 350 €/t, valeur équivalente à celle de juin 2008.

Depuis la campagne 2007/2008, le cours du soja s'est maintenu relativement haut, au-delà de 220 €/t. Lors de la campagne 2007/2008, il avait bondi de 50 % par rapport à 2006/2007. Fin 2008, les cours s'étaient ensuite détendus, mais une tendance haussière est apparue dès 2009 à cause d'un resserrement de l'offre : en effet, la production 2008/2009 était en baisse par rapport à l'année précédente, et les stocks de fin de campagne 2008/2009 en net recul. Après une légère baisse fin 2009, les cours suivent une tendance continue à la hausse, favorisée par un déséquilibre croissant entre offre et demande. En effet, après un palier franchi entre 2008/2009 et

2009/2010, la production de soja au niveau mondial semble se stabiliser autour de 260 Mt, représentant 60 % de la production totale de graines oléagineuses. Dans le même temps, les utilisations ne cessent d'augmenter : progression des échanges, augmentation de la trituration.

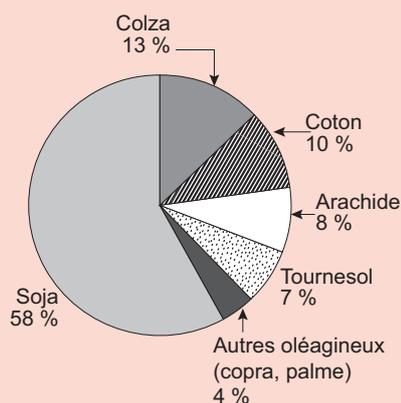
Pour 2011/2012, l'USDA prévoit en juin une production mondiale de soja à 263 Mt, en léger repli par rapport à 2010/2011, et un bilan mondial déficitaire, contrairement à 2010/2011. Les stocks de fin de campagne diminueraient légèrement, restant proches de ceux des deux dernières années.

Fin juin, les cours français du colza et du tournesol restent hauts, malgré une légère détente en milieu de mois. En juin, le prix du **colza** se juche en moyenne à 462 €/t, plus de 40 % au-dessus de l'an dernier, et 5 % au-dessus de juin 2008. Vers le 10 juin, les cours du colza ont été poussés à la baisse par le recul des cours du soja, ainsi que le retour des précipitations en France et en Allemagne. Celles-ci ne compenseraient toutefois pas les

dégâts irréversibles pour les cultures induites par la sécheresse. Pour 2011/2012, même si la production de colza est prévue stable au niveau mondial par l'USDA, en Europe, les conditions climatiques du printemps entraîneraient une forte baisse des rendements. Selon les estimations du Coceral pour juin 2011, le rendement en colza pour l'Union européenne chuterait de 6 %, et la production de 10 %, évaluée à 18,5 Mt. En Allemagne, le rendement chuterait de 15 %. En France, d'après les estimations du SSP au 1^{er} juillet 2011, la baisse de rendement serait de 9,4 %. Le cours du **tournesol** atteint 470 €/t en juin 2011, se situant 20 % sous sa valeur de 2008, particulièrement haute. En outre, en 2010/2011, les sommets de prix du tournesol de la campagne 2007/2008 n'ont pas été atteints. En 2007/2008, les ressources mondiales étaient plus faibles (27 Mt) et en net recul par rapport à l'année précédente (- 9 %).

Oléagineux : les cours demeurent très élevés en fin de campagne 2010/2011

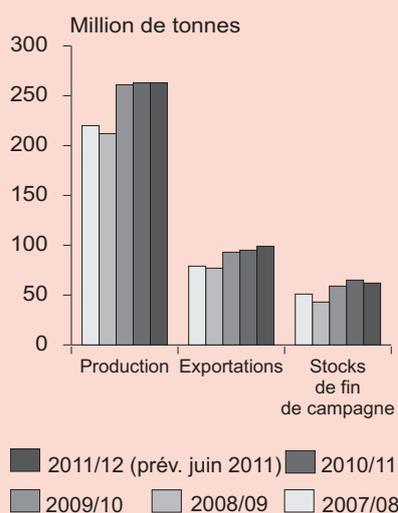
Le soja représente plus de la moitié de la production mondiale d'oléagineux



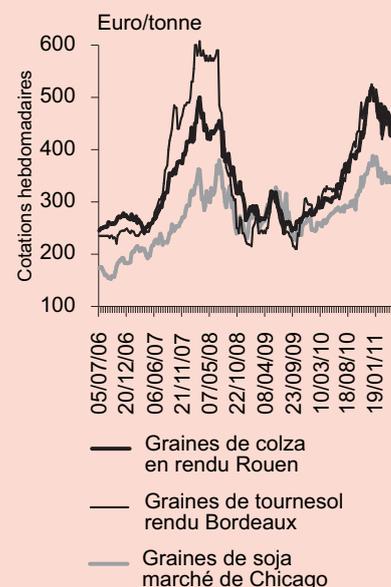
Répartition de la production mondiale d'oléagineux en 2010.

Source : USDA

Hausse de la demande mondiale en soja



Source : USDA



Source : USDA

Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu ou du Coceral (Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures) : <http://www.coceral.com>
- Les cotations mondiales (hors Chicago) et les bilans français provisoires (2009/2010) et prévisionnels (2010/2011) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Beyond » : <http://agreste.maapar.lbn.fr/> puis « Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées de conjoncture
- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - Conjoncture Grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Une récolte attendue d'orge et colza d'hiver en baisse », Infos Rapides Grandes cultures n° 4/10, juin 2011
- « Hausse des surfaces de blé tendre et de colza aux dépens des soles de blé dur et de protéagineux », Infos Rapides Grandes cultures n° 3/10, mai 2011
- « Instabilité des marchés des céréales et des oléagineux au premier trimestre 2011 », Synthèses Grandes cultures n° 2011/144
- « Les soles de blé tendre et de colza augmenteraient aux dépens de celle du blé dur et de l'orge », Infos Rapides Grandes cultures n° 2/10, avril 2011

[Retour éditorial](#)

La consommation de foie gras en progression en 2010

En 2010, la production de foie gras est en hausse, après une année de repli. La consommation française progresse également, comme les exportations. Les importations de foies gras crus se développent, notamment depuis la Bulgarie. En France, la période d'achat du foie gras commence à s'étendre, anticipant dès novembre la période des fêtes de fin d'année. À l'étranger, les marchés traditionnels se développent et de nouveaux clients apparaissent.

La production de foie gras de canard est à la hausse en 2010 et début 2011

Après une année 2010 favorable, 2011 démarre plutôt bien pour la filière canard gras : au premier trimestre, les mises en place de canetons à gaver progressent de plus de 2 % par rapport au premier trimestre 2010. Au cours des quatre premiers mois, les abattages de canards gras augmentent de 8 % par rapport à la même période en 2010.

Estimée par la Statistique agricole annuelle à 18 800 tonnes en 2010, la production de foie gras de canard augmente d'un peu plus de 2 % par rapport à 2009. Elle ne retrouve pas les niveaux records des années 2007 et 2008, le Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras (Cifog) ayant entre temps

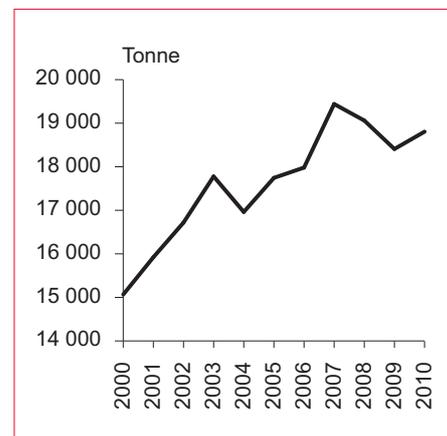
recommandé une réduction de la production pour soutenir les cours.

Les éleveurs ont suivi la recommandation dans l'ensemble, puisque les abattages de canards gras se sont réduits de 6 % entre 2008 et 2009, selon l'enquête mensuelle réalisée auprès des abattoirs par le Service de la statistique et de la prospective (SSP). Ils augmentent à nouveau (+ 3 %) entre 2009 et 2010.

Le prix du foie gras de canard – toutes qualités confondues sortie atelier de découpe – se redresse en 2010 (+ 2 % par rapport à 2009) pour se situer à 23,05 euros le kg. Il s'était replié de près de 7 % entre 2008 et 2009. Selon FranceAgriMer, ce repli traduit à la fois la baisse des coûts de production, liée à un allègement des charges d'aliments, et la diminution de la demande. La hausse du prix en 2010 doit être

relativisée avec l'augmentation du prix du maïs, utilisé lors du gavage des volailles grasses. Celle-ci atteint + 11 % entre 2009 et 2010 (+ 44 % entre

La production de foie gras de canard augmente en 2010, mais reste inférieure à celle des années 2007-2008



Source : Agreste

La production mondiale de foie gras est en hausse

La production mondiale de foie gras (canard et oie) peut être évaluée à 26 300 tonnes de foie gras cru en 2010, selon le Cifog. Elle est en progression de 750 tonnes par rapport à 2009. Avec environ 25 300 tonnes,

la production européenne reste très majoritaire au plan international. La France est le principal pays de production avec 19 300 tonnes, suivie de la Bulgarie et de la Hongrie, avec près de 2 600 tonnes chacune.

Selon Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les quantités achetées de foie gras et canard par les ménages augmentent de 6 % entre 2008 et 2009, puis de 4 % de 2009 à 2010. La valeur moyenne d'achat du foie gras est de 40,57 €/kg pour 2010 (contre 40,82 €/kg pour 2009). L'ensemble des indicateurs montrent que, malgré la crise et ses conséquences, les consommateurs ne se sont pas détournés des produits festifs.

Depuis quelques années, la consommation de foie gras se développe

Le Cifog affiche une volonté d'étendre la période de consommation avant le mois de décembre et les fêtes de fin d'année et donc, d'inciter les distributeurs à une mise en rayon plus précoce des foies gras.

À cette fin, il a mis en place dès 2009 des campagnes de publicité axées sur la relance de la fête de la Saint-Martin, le 11 novembre. Pour l'instant, l'objectif semble atteint pour novembre : selon Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les achats par les ménages de foie gras (oie et canard) augmentent de 17 % en novembre 2009 par rapport à novembre 2008, puis une hausse de 13 % en novembre 2010 par rapport à novembre 2009.

En 2010, l'augmentation des achats de foie gras en novembre se fait au détriment de ceux de décembre, contrairement à 2009

Unité : %

	Novembre	Décembre
2008	12	54,1
2009	13,2	53,9
2010	14,4	50,7

Source : Kantar WorldPanel pour France AgriMer

En 2009, la part des volumes achetés en novembre par rapport au total de l'année est en augmentation (plus de 13 % contre un peu moins de 12 % en 2008) et ne semble pas bénéficier d'un

décembre 2009 et décembre 2010), selon l'indice du prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa).

Le volume estimé à 470 tonnes pour 2010, la production de foie gras d'oie reste marginale avec une baisse de 6 % par rapport à 2009.

En 2010, embellie sur la consommation de foie gras

La consommation française de foie gras de canard et d'oie, calculée par bilan, progresse de près de 4 % en 2010 par rapport à 2009.

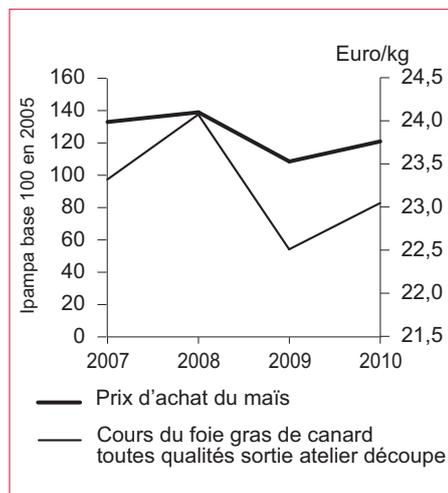
Il semble donc que le marché se soit redressé et, par ailleurs, le commerce extérieur de foie gras est plutôt dynamique en 2010 : les exportations de foies gras, crus et transformés, atteignent 5 200 tonnes, en augmentation de 14 % par rapport à 2009. Elles progressent de 8 % vers l'Union euro-

péenne (3 500 tonnes en 2010) et de 28 % vers les pays tiers (près de 1 700 tonnes en 2010).

Les importations, composées à 96 % de produit cru, augmentent également en 2010 : la hausse est de 2 % par rapport à 2009. Le volume importé en 2010 est de près de 4 500 tonnes. Les principaux fournisseurs de la France sont la Bulgarie (55 % du total 2010, soit + 5 % par rapport à 2009) et la Hongrie (31 % du total 2010, mais en recul de 6 % par rapport à 2009).

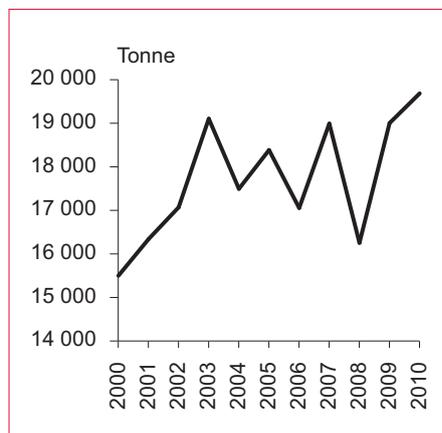
Les stocks baissent de près d'un quart de leur volume fin 2010, par rapport à fin 2008 et fin 2009. Cela souligne, au moins ponctuellement, une demande supérieure à l'offre et ce malgré une augmentation des produits crus importés (+ 19 % entre 2009 et 2010), qui s'est faite essentiellement en fin d'année, pour répondre à la forte demande en produits frais.

En 2010, le cours du foie gras de canard se redresse, dans le contexte d'augmentation du coût du maïs



Sources : Insee, Agreste, RNM

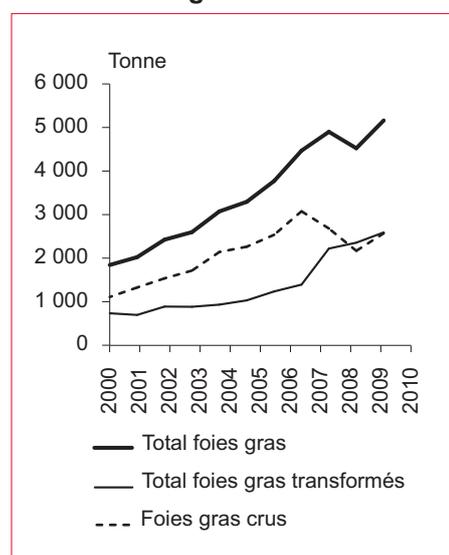
La consommation de foie gras augmente en 2010



Source : Agreste

transfert des achats effectués traditionnellement en décembre, puisque la proportion de ce dernier mois reste pratiquement la même (autour de 54 % pour 2008 et 2009). En revanche, la situation est différente pour 2010, car si la part de volumes achetés en novembre est bien en augmentation (14,5 % contre 13,3 % l'année précédente), la proportion de décembre est en baisse (50,7 % contre 53,9 % en 2009).

Les volumes exportés de foies gras transformés rattrapent ceux de foies gras crus



Source : DGDDI (Douanes)

Les exportations françaises progressent aussi

La consommation se développe également à l'étranger, avec une progression des exportations françaises, à la fois de foie gras cru et de foie gras transformé. Les exportations de foie gras toutes catégories confondues ont presque triplé de 2000 à 2010, passant de 1 800 tonnes à près de 5 200 tonnes. La progression est plus importante concernant le foie gras transformé dont les exportations ont augmenté de 250 % en dix ans (700 tonnes en 2000 et près de 2 600 tonnes en 2010). Celles de foie gras cru ont progressé de 132 % dans le même temps, passant de 1 100 à près de 2 600 tonnes.

L'Union européenne reste une destination privilégiée des exportations de foie gras français : les envois ont triplé en dix ans (3 500 tonnes en 2010 contre moins de 1 200 tonnes en 2000). Les ventes vers les pays tiers se développent également, de + 150 % en dix ans, passant de moins de 700 tonnes en 2000 à près de 1 700 tonnes en 2010.

Au sein de l'Union européenne, les principaux clients traditionnels de la France sont l'Espagne et l'ensemble Belgique-Luxembourg. En 2010, l'Espagne représente 47 % des expor-

tations françaises de foie gras transformé et 29 % de celles de foie gras cru. L'ensemble Belgique-Luxembourg est destinataire de 23 % des exportations de foie gras transformé et de 8 % de celles de foie gras cru. En dix ans, les exportations de foie gras cru ont progressé de 114 % vers l'Espagne, de 61 % vers l'ensemble Belgique-Luxembourg. Dans le même temps, celles de foie gras transformé ont été multipliées par huit vers l'Espagne et par près de quatre vers l'ensemble Belgique-Luxembourg.

Les autres principaux clients de la France au sein de l'Union européenne sont l'Allemagne et le Royaume-Uni (avec des achats relativement stables depuis 2000, entre 100 et 200 tonnes), ainsi que l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et le Danemark (moins de 100 tonnes).

Hors Union européenne, la Suisse et le Japon sont les principales destinations du foie gras français. En 2010, la Suisse représente 13 % des exportations de foie gras cru français et 3 % de celles de foie gras transformé et le Japon reçoit 18 % du foie gras cru exporté par la France. En dix ans, les exportations de foie gras cru ont augmenté de 123 % vers la Suisse. Elles ont été multipliées par près de six vers le Japon, malgré une suspension temporaire en 2009 des achats de foie gras par ce pays, suite à la découverte

Près de la moitié des canards gras sont produits sous signe officiel de qualité

D'après les données 2010 de l'enquête Qualité réalisée par le SSP, les abattages de canards gras standard représentent 46 % des abattages contrôlés de canard gras. Les abat-

tages de canard gras sous signe officiel comme l'Indication géographique protégée (IGP) en représentent 42 %. Les volumes de canards gras produits dans le cadre d'une autre

démarche comme le Certificat de conformité du produit (CCP) représentent 11 % de l'ensemble.

En 2010, les cours du magret et de la cuisse de canard sont en progression

Outre le foie gras, les canards engraisés permettent d'obtenir le magret (filet du canard gras) et le confit (viande cuite dans la graisse, les morceaux les plus prisés étant

les cuisses). En 2010, selon le Réseau des nouvelles des marchés, le cours moyen sortie atelier de découpe du magret est en progression de 2 % par rapport à 2009, à

9,21 euros le kg. Dans le même temps, le cours moyen sortie atelier de découpe des cuisses augmente de près de 3 % et s'établit à 2,58 euros le kg.

d'un cas d'influenza aviaire faiblement pathogène en Vendée.

De nouveaux clients se sont manifestés depuis 2000, avec des volumes toutefois modestes en 2010 : entre 30 et 50 tonnes de foies gras pour les Émirats Arabes Unis, la Russie et la Thaïlande.

Près de quatre éleveurs de canards à gaver sur dix disposent d'un équipement d'abattage

Selon l'enquête Aviculture 2008, environ 2 600 producteurs (élevant plus de 200 canards gras annuels au moins) ont produit près de 30 millions de canards gras en 2008. Près de quatre éleveurs sur dix disposent d'un équipement d'abattage sur leur exploitation.

Sources et définitions

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- La statistique agricole annuelle pour les productions
- FranceAgriMer - SNM pour les cotations
- Kantar WordIPanel pour FranceAgriMer pour les statistiques d'achats des ménages
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Consommation de foie gras calculée par bilan (en tonnes) = production (SAA) + importations – exportations – variation de stocks

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Depuis début 2011, les abattages de volailles sont toujours à la hausse », Infos rapides Aviculture n° 6/11, juin 2011
- « Production et consommation de pintade en repli depuis plus de dix ans, malgré des atouts », Synthèses Aviculture n° 2011/152, juin 2011
- « La filière lapin souffre du repli chronique de sa consommation », Synthèses Aviculture n° 2010/135, décembre 2010
- « En 2009, malgré la crise économique, la consommation française de foie gras a augmenté », Synthèses Aviculture n° 2010/119, juillet 2010
- « Entre 2004 et 2008, les élevages de poulet se concentrent », Synthèses Aviculture n° 2010/102, janvier 2010

[Retour éditorial](#)

Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale

Depuis le début d'année 2010, les cours du beurre et des poudres de lait reprennent considérablement sur le marché mondial, conséquence d'un déséquilibre entre une offre limitée et une demande soutenue. Ces hausses de prix des produits laitiers industriels se répercutent sur les prix français, fortement tributaires des cours mondiaux. Par ailleurs, la demande européenne en produits laitiers de grande consommation est soutenue, même si leurs cours demeurent relativement stables. Profitant de cette conjoncture propice, l'industrie laitière accroît fortement ses exportations. Grâce à une collecte laitière dynamique, les fabrications françaises de produits laitiers progressent, s'adaptant à la demande européenne et mondiale.

Hausse prononcée des cours des produits laitiers industriels

L'industrie laitière profite d'une conjoncture mondiale particulièrement propice : depuis la fin d'année 2009, les cours mondiaux des produits laitiers industriels – beurre et poudres de lait – reprennent fortement. Ce renchérissement fait suite à une flambée des cours en 2007, puis à une brutale retombée jusqu'en 2009. Cette volatilité se répercute sur les prix français, fortement tributaires du marché mondial. En revanche, les prix des produits laitiers de grande consommation – fromages, yaourts et desserts lactés – qui se forment sur le marché européen, sont plus stables. Les produits laitiers industriels s'exportent en effet beaucoup plus vers les pays tiers que les produits laitiers de grande consommation : en

2010, 35 % du volume de poudres de lait et de beurre exporté est à destination des pays tiers, contre 15 % pour les fromages et 2 % pour les produits laitiers frais. À partir d'octobre 2009, le prix français du beurre pasteurisé vrac augmente de manière prononcée, atteignant 3,70 euros/kg en mars 2011 et retrouvant un niveau proche du pic de 2007. Après une faiblesse en 2009, les cours des poudres de lait reprennent, mais restent bien en dessous des niveaux élevés de 2007.

Ces fortes hausses des cours mondiaux des produits laitiers industriels résultent d'un déséquilibre entre une offre réduite et une demande soutenue. La campagne laitière 2010/2011 s'inscrit en effet dans un contexte d'offre limitée de beurre et de poudre de lait écrémé : en 2010, les volumes

exportés par la Nouvelle-Zélande, important exportateur de produits laitiers, chutent de 16 % pour la poudre de lait écrémé et de 12 % pour le beurre, laissant ainsi de la place à l'Union européenne sur le marché. En revanche, le volume de poudre de lait entier exporté par la Nouvelle-Zélande s'accroît de 16 %, répondant à la demande croissante de la Chine.

Parallèlement au repli des exportations de la Nouvelle-Zélande, la demande mondiale reste vigoureuse : en Chine, l'accroissement du niveau de vie et les craintes sur les produits laitiers locaux, suite aux différents scandales liés à la présence de mélamine dans le lait, dynamisent les importations de produits laitiers. La demande est aussi très forte en Russie, en particulier en 2010, où la sécheresse estivale et le

niveau de consommation élevé crée des débouchés importants pour les fromages européens. Par ailleurs, les stocks européens à l'intervention, destinés à réguler le marché, sont nuls fin juin 2011, avec toutefois des mises à disposition de poudre de lait écrémé pour le Programme d'aide aux plus démunis (93 000 tonnes en 2011 et 53 000 tonnes en 2012).

Par rapport aux produits laitiers de grande consommation, les produits laitiers industriels constituent une variable d'ajustement : ils permettent d'utiliser et de stocker le surplus de lait collecté non transformé en fromage ou yaourt. En effet, l'industrie française est fortement orientée vers la fabrication et l'exportation de produits laitiers de grande consommation, à plus forte valeur ajoutée. Les fromages représentent un gros poste d'exportation : en 2010, ils représentent la moitié de la valeur des exportations de produits laitiers. Les produits laitiers industriels, à plus faible valeur ajoutée, fournissent un revenu supplémentaire en cas de conjoncture favorable. Affectées en 2009 par des cours bas et l'absence de débouchés, les exportations et les

fabrications de beurre et de poudre de lait entier amorcent une reprise au cours de l'année 2010, qui se poursuit au premier trimestre 2011. En revanche, les fabrications de poudre de lait écrémé, très élevées en 2009, se rétractent en 2010 : en 2009, les achats d'intervention de la Commission européenne en poudre de lait écrémé constituaient un débouché particulièrement intéressant. Après une contraction en début d'année 2009 due aux ventes à l'intervention, les exportations en poudres de lait écrémé augmentent considérablement en 2010 et au premier trimestre 2011.

Les exportations françaises de produits laitiers s'intensifient

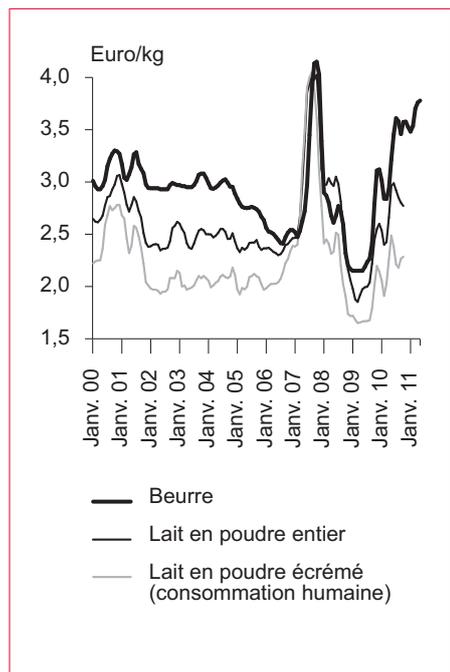
En France, l'euphorie du marché mondial et l'augmentation de la collecte laitière incite les industriels à accroître les exportations de produits laitiers industriels, en particulier de poudres de lait. Les exportations de produits laitiers de grande consommation, stimulées par une forte demande extérieure, se développent aussi, même si les prix demeurent relativement stables. Au cours de l'année 2010, le

solde commercial des produits laitiers augmente de manière marquée, atteignant le niveau record de 823 millions d'euros au quatrième trimestre 2010. Au premier trimestre 2011, l'excédent commercial s'élève à 774 millions d'euros, soit une hausse de + 16 % par rapport au premier trimestre 2010.

Les hausses des cours mondiaux des produits laitiers industriels se répercutent sur les prix français à l'exportation des poudres de lait et de beurre. Depuis le début d'année 2010, les prix moyens à l'exportation exprimés en euros s'accroissent considérablement : au premier trimestre 2011, le prix du beurre exporté augmente de 21 % par rapport au premier trimestre 2010, celui de la poudre de lait écrémé de 14 %, et celui de la poudre de lait entier de 22 %. En revanche, le prix à l'exportation des fromages se replie de 6 % : le volume exporté de fromages frais, peu chers, augmente, et leur prix à l'exportation se replie par rapport au premier trimestre 2010. Le prix des produits frais reste quant à lui stable.

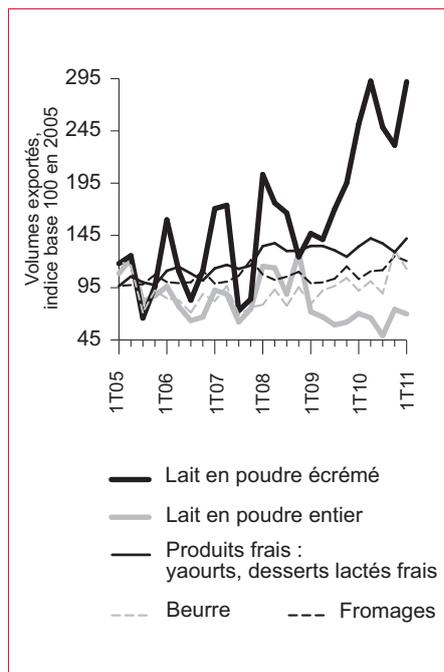
Depuis le début d'année 2010, la demande extérieure en produits laitiers

Envolée des prix des produits laitiers industriels depuis le début d'année 2010



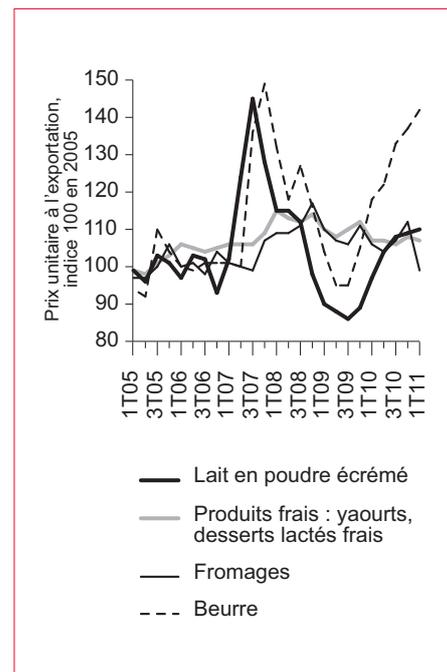
Sources : Agreste, Insee, DGPAAT

Haussse très marquée des volumes exportés de lait en poudre écrémé



Source : DGDDI (Douanes)

Haussse des prix à l'exportation des produits laitiers industriels



Source : DGDDI (Douanes)

industriels et de grande consommation est soutenue. Les volumes exportés de poudre de lait écrémé augmentent même de manière prononcée depuis 2009 : entre le premier trimestre 2009 et le premier trimestre 2011, les exportations vers les pays tiers ont en effet plus que doublé, passant de 9 000 tonnes à 23 000 tonnes. Les exportations étaient cependant particulièrement faibles au premier trimestre 2009, car les industriels ont préféré vendre leur poudre de lait écrémé à l'intervention publique plutôt qu'exporter à des prix très faibles. Par rapport au premier trimestre 2010, les volumes exportés vers l'Afrique du Nord, la Belgique, l'Italie et l'Espagne, nos principaux clients, augmentent fortement. Toutefois, une partie des exportations vers la Belgique ne fait que transiter vers des destinations pays tiers. Le déficit commercial du beurre se réduit : entre le premier trimestre 2010 et le premier trimestre 2011, les exportations en volume augmentent considérablement vers l'Italie (+ 18 %), la Belgique (+ 19 %) et la Russie (+ 17 %). En 2010, les exportations de fromages, essentiellement destinées à l'Union européenne, s'accroissent de 17 %, grâce à une forte demande du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie. Les exportations vers la Belgique, pays de transit, stagnent cependant. La demande européenne en crèmes de lait est particulièrement prononcée : en un an, elle s'accroît de 29 %, atteignant 74 milliers de tonnes au premier trimestre 2011. Les exportations vers l'Italie et la Belgique s'intensifient.

Les fabrications de produits laitiers s'adaptent à la demande extérieure

Dans ce contexte favorable, les fabrications de produits laitiers industriels reprennent, après un repli en 2009.

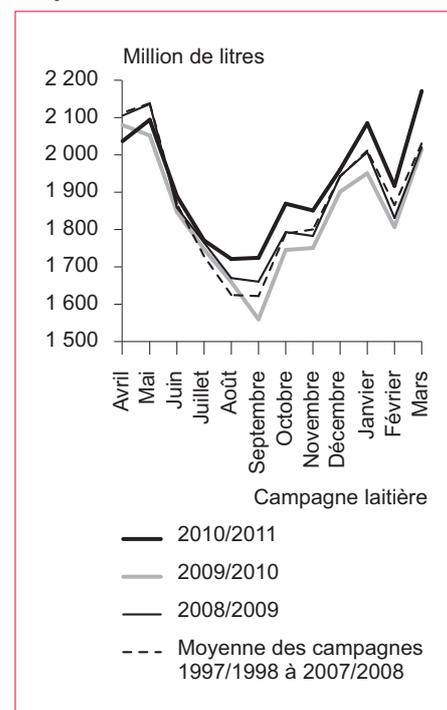
Bien que les industriels profitent du renchérissement du beurre et des poudres de lait, ils continuent cependant de privilégier les fabrications de produits laitiers de grande consommation, comme les fromages et les yaourts. Ainsi, si les fabrications de fromages sont bien orientées tout au long de l'année 2010, la reprise des fabrications de produits laitiers industriels ne devient sensible qu'au premier trimestre 2011. Par ailleurs, la collecte laitière française n'est pas un facteur limitant les fabrications, comme lors de la flambée des cours des produits laitiers en 2007. En effet, après avoir été affectée par des prix bas en 2009, la collecte laitière se reprend tout au long de l'année 2010. Au premier trimestre 2011, la hausse s'accroît, atteignant + 7 % par rapport au premier trimestre 2010.

La hausse de fabrication de produits laitiers industriels se fait avec un décalage : elle ne s'amorce qu'à partir du deuxième semestre 2010. Ainsi, au premier semestre 2010, les fabrications de beurre et de poudres de lait se rétractent de respectivement 5 % et 6 %, alors que le volume exporté s'accroît fortement (respectivement + 9 % et + 49 %). Au second semestre 2010, cette tendance à la baisse des fabrications s'inverse : les fabrications de produits laitiers industriels augmentent légèrement (+ 3 % pour le beurre et + 0,6 % pour les poudres de lait).

L'accroissement des fabrications de produits laitiers industriels ne devient sensible qu'au premier trimestre 2011. La production de beurre s'accroît en effet de 7 300 tonnes (+ 8 %) par rapport au premier trimestre 2010, atteignant 155 milliers de tonnes. Celles de poudres de lait augmentent de 11 000 tonnes (+ 9 %), et s'élèvent à 130 milliers de tonnes au premier trimestre 2011.

Contrairement aux produits laitiers industriels, les fabrications de produits laitiers de grande consommation augmentent dès le premier semestre 2010, suivant la hausse des exportations : les fabrications de fromages et de yaourts et desserts lactés frais augmentent de respectivement + 4 % (soit 35 000 tonnes) et + 1,5 % (soit 17 000 tonnes). Cette augmentation se poursuit au second semestre 2010 et au premier trimestre 2011. Ainsi, au premier trimestre 2011, les fabrications de fromages et de yaourts et desserts lactés s'accroissent de 3,4 % et de 3 % par rapport au premier trimestre 2010, où les fabrications étaient déjà en hausse.

Une collecte de lait dynamique depuis août 2010, permettant une hausse des fabrications de produits laitiers



Sources : Agreste - Enquête mensuelle laitière unifiée - FranceAgriMer/SSP

Les fabrications de produits laitiers reprennent grâce au dynamisme de la collecte de lait en 2010 et début 2011

Unités : laits conditionnés en 1 000 litres et autres produits en tonne, évolution en %

	Fabrications					
	1 ^{er} sem. 2010		2 nd sem. 2010		1T2011	
	Quantité	Évolution/ 1S2009	Quantité	Évolution/ 1S2009	Quantité	Évolution/ 1T2010
LAITS CONDITIONNÉS (tous laits)	1 803 633	- 0,2	1 778 091	+ 1,0	897 729	- 4,8
Lait liquide de consommation	1 783 783	- 0,3	1 758 080	+ 1,1	888 869	- 4,8
Lait aromatisé	19 850	+ 4,5	20 011	- 6,2	8 860	- 3,6
YAOURTS ET DESSERTS LACTÉS FRAIS	1 134 742	+ 1,5	1 100 518	+ 2,2	583 130	+ 2,8
Yaourts et laits fermentés	824 862	+ 2,2	790 174	+ 1,9	418 354	+ 3,0
Desserts lactés frais	309 880	- 0,3	310 344	+ 3,2	164 776	+ 2,3
CRÈME CONDITIONNÉE	182 624	+ 3,9	192 346	+ 4,9	99 078	+ 7,0
MATIÈRES GRASSES*	223 030	- 4,2	185 214	+ 1,3	121 296	+ 7,3
Beurre	181 136	- 6,1	154 942	+ 3,3	98 611	+ 7,9
Beurre anhydre de crème (mgla)*	38 774	+ 4,9	26 731	- 9,6	20 954	+ 4,5
Spécialités à tartiner*	3 120	+ 1,6	3 541	+ 7,8	1 731	+ 11,2
SÉCHAGE POUDRES DE LAIT	251 168	- 5,3	190 718	+ 0,6	128 858	+ 9,0
Lait écrémé en poudre réengraissé ou non	187 739	- 5,6	131 770	- 0,6	94 386	+ 7,5
Autres poudres de lait	63 429	- 4,4	58 948	+ 3,4	34 472	+ 13,1
CONDITIONNEMENT DE POUDRES DE LAIT	57 730	- 0,3	62 930	+ 15,6	32 412	+ 10,4
LAITS CONCENTRÉS CONDITIONNÉS	5 799	- 10,4	5 820	+ 4,9	2 994	- 4,4
FROMAGES (tous laits) hors fondus	1 046 173	+ 3,5	1 031 562	+ 5,4	531 001	+ 3,4
dont : Fromages frais	350 975	+ 4,3	357 919	+ 6,0	174 714	+ 1,9
Fromages à pâte molle	233 946	+ 3,4	255 347	+ 4,1	120 262	+ 2,2
dont : Camembert	52 918	+ 0,5	55 889	+ 1,5	25 207	- 6,0
Brie	75 619	+ 0,8	80 814	+ 1,7	36 803	- 2,2
Fromages à pâte pressée non cuite	156 469	+ 2,3	159 803	- 1,3	79 377	+ 2,6
dont : Edam, Gouda, Fontal	12 596	+ 18,5	11 681	- 9,0	6 571	+ 10,2
Cantal, Cheddar	8 061	- 8,8	7 468	- 4,9	3 376	- 16,9
St Paulin, St Nectaire	9 184	+ 3,4	9 506	+ 2,2	4 691	+ 3,1
Fromages à pâte pressée cuite	172 580	+ 4,0	159 077	+ 15,1	87 425	+ 8,4
dont : Gruyère	7 034	+ 17,2	7 886	+ 34,6	4 389	+ 34,1
Fromages à pâte persillée	36 025	- 1,7	22 318	- 0,5	18 338	- 1,0
dont : Roquefort	17 188	- 1,2	2 081	+ 5,0	8 994	+ 0,5
FROMAGES FONDUS	65 145	+ 5,3	67 734	+ 5,3	34 833	+ 5,7
CASÉINES ET CASÉINATES	18 954	+ 3,9	14 331	+ 58,6	10 117	+ 6,3
POUDRE DE BABEURRE	14 926	- 7,9	10 683	- 12,7	7 617	- 5,7
POUDRE DE LACTOSÉRUM	313 728	+ 4,1	293 810	+ 8,8	155 074	+ 4,2

* En équivalent beurre.

Source : Enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP

Les fabrications de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale

Unités : laits conditionnés en 1 000 litres et autres produits en tonne, évolution en %

	Exportations					
	1 ^{er} sem. 2010		2 nd sem. 2010		1T2011	
	Quantité	Évolution/ 1S2009	Quantité	Évolution/ 1S2009	Quantité	Évolution/ 1T2010
LAITS CONDITIONNÉS (tous laits)	166 554	+ 3,0	102 115	- 36,4	61 406	- 35,6
Lait liquide de consommation	161 371	+ 2,0	94 655	- 39,6	50 163	- 46,2
Lait aromatisé	5 184	+ 45,7	7 460	+ 91,1	11 243	+ 405,3
YAOURTS ET DESSERTS LACTÉS FRAIS	214 421	+ 4,0	205 669	+ 7,2	108 793	+ 3,5
Yaourts et laits fermentés	116 748	- 4,1	110 156	+ 5,0	60 899	+ 4,7
Desserts lactés frais	97 673	+ 15,8	95 513	+ 9,9	47 894	+ 2,1
CRÈME CONDITIONNÉE	20 236	+ 9,6	26 417	+ 36,5	19 499	+ 91,9
MATIÈRES GRASSES*	24 969	+ 10,3	30 414	+ 12,6	15 082	+ 23,9
Beurre	23 910	+ 9,4	28 740	+ 9,8	14 425	+ 23,3
Beurre anhydre de crème (mgla)*	296	+ 504,7	746	+ 705,5	35	+ 0,0
Spécialités à tartiner*	763	+ 2,2	928	+ 25,7	622	+ 42,9
SÉCHAGE POUDRES DE LAIT	146 003	+ 48,8	128 020	+ 20,2	76 307	+ 10,6
Lait écrémé en poudre réengraissé ou non	100 848	+ 93,2	87 282	+ 31,5	53 192	+ 16,2
Autres poudres de lait	45 155	- 1,7	40 738	+ 1,5	23 115	- 0,5
CONDITIONNEMENT DE POUDRES DE LAIT	54 130	+ 7,3	59 292	+ 25,4	31 769	+ 30,7
LAITS CONCENTRÉS CONDITIONNÉS	30 900	- 16,4	17 363	+ 0,1	21 210	+ 61,3
FROMAGES (tous laits) hors fondus	303 223	+ 7,4	335 836	+ 8,2	170 770	+ 16,7
dont : Fromages frais	105 143	+ 2,5	109 808	+ 7,1	64 098	+ 27,5
Fromages à pâte molle	81 678	+ 8,0	93 931	+ 9,3	42 622	+ 5,3
dont : Camembert	9 526	- 0,2	10 893	+ 0,2	4 877	+ 2,3
Brie	29 630	+ 1,2	35 704	+ 8,4	15 206	+ 3,4
Fromages à pâte pressée non cuite	29 546	+ 14,2	34 780	- 3,1	14 895	+ 3,5
dont : Edam, Gouda, Fontal	1 725	+ 21,2	1 058	- 41,7	383	- 49,5
Cantal, Cheddar	5 438	+ 53,1	4 151	- 26,2	2 751	+ 15,7
St Paulin, St Nectaire	13 358	+ 4,2	16 381	+ 2,5	7 529	+ 13,8
Fromages à pâte pressée cuite	32 195	+ 28,2	36 636	+ 31,0	17 312	+ 17,4
dont : Gruyère	1 352	- 15,5	1 728	+ 15,2	848	+ 22,7
Fromages à pâte persillée	4 905	- 8,9	6 079	- 0,1	2 512	- 0,2
dont : Roquefort	1 562	- 2,1	1 924	- 0,2	765	- 2,5
FROMAGES FONDUS	28 336	+ 0,5	30 384	+ 5,1	14 675	+ 7,2
CASÉINES ET CASÉINATES	14 728	+ 7,2	11 214	- 9,6	8 588	+ 20,1
POUDRE DE BABEURRE	10 352	+ 4,4	10 741	- 11,6	6 011	+ 47,9
POUDRE DE LACTOSÉRUM	146 875	- 2,3	168 985	- 11,4	87 614	+ 27,3

* En équivalent beurre.

Source : DGDDI (Douanes)

Sources

- L'enquête mensuelle laitière unifiée réalisée par FranceAgriMer et le Service de la statistique et de la prospective (SSP) pour les données de collecte de lait et de fabrication de produits laitiers
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects pour les données sur le commerce extérieur

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Lait » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Une campagne laitière 2010/2011 très dynamique », Infos rapides Lait n° 5/11, mai 2011
- « Reprise du prix du lait de vache en 2010 », Synthèses Lait n° 2010/131, octobre 2010
- « 2009, année difficile pour les fabrications de produits laitiers », Synthèses Lait n° 2010/111, avril 2010
- « Marchés mondiaux des produits laitiers - De la dépression à la convalescence », Le dossier Économie de l'élevage, n° 398, février 2010, Institut de l'élevage
- « Une collecte de lait de vache en forte baisse en 2009 », Synthèses Lait n° 2009/92, octobre 2009
- « Le prix du lait en forte baisse en 2009 », Synthèses Lait n° 2009/93, octobre 2009
- « Forte chute des fabrications de produits laitiers au premier trimestre 2009 », Synthèses Lait n° 2009/78, juin 2009

Retour éditorial

IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix

Au premier trimestre 2011, la production des IAA en volume est particulièrement bien orientée, retrouvant son niveau d'avant crise économique. Elle profite en effet d'une demande extérieure prononcée et d'une consommation intérieure en hausse. L'amélioration du solde commercial est cependant limitée par l'accroissement sensible des importations de produits alimentaires. En lien avec le renchérissement des matières premières, la hausse des prix à la production et du chiffre d'affaires est de plus en plus marquée. Comme en 2010, l'emploi salarié dans les IAA reste stable au premier trimestre 2011.

Une activité particulièrement soutenue

Stimulée par une demande étrangère intense et une consommation des ménages bien orientée, l'activité des industries agroalimentaires (IAA) est particulièrement soutenue au premier trimestre 2011. Elle dépasse même le niveau du premier trimestre 2008, précédant la crise économique. Ce dynamisme concerne l'ensemble des secteurs des IAA, mais est plus sensible pour les **boissons** que pour les **produits alimentaires**.

Profitant d'une demande extérieure accentuée, la production de **boissons** (hors vins) augmente de manière prononcée, devenant supérieure au

niveau précédant la crise économique. L'activité des boissons alcooliques distillées, des champagnes et mousseux et des eaux de table est particulièrement soutenue (respectivement + 12 %, + 11 % et + 17 % par rapport au premier trimestre 2010). La hausse de la production de boissons rafraîchissantes et de bière est plus modérée (respectivement + 6 % et + 7 %).

L'activité des **produits alimentaires** augmente par rapport au premier trimestre 2010, mais moins fortement que celle des **boissons**. Comme au quatrième trimestre 2010, l'activité **des viandes et produits à base de viandes**, soutenue à la fois par la viande de volailles et les viandes de boucherie, s'accroît de 2,8 % par rapport au

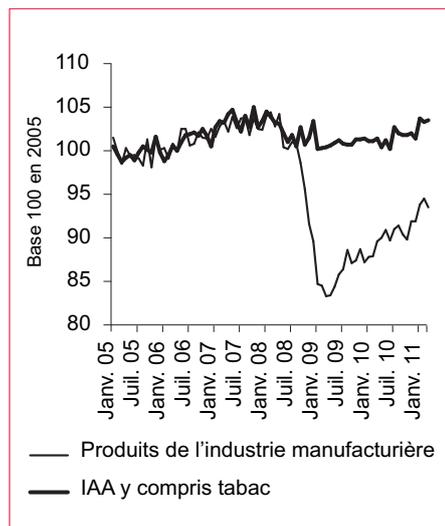
premier trimestre 2010. Celle des **produits à base de fruits et légumes** augmente de 5 %, après avoir été affectée au cours de l'année 2010 par des récoltes de légumes tardives et faibles combinées à des cessations d'activités. La production des « **autres produits alimentaires** » augmente, tirée par le dynamisme des plats préparés et des aliments adaptés à l'enfants et diététiques. La production des **produits laitiers** est aussi en hausse, stimulée par une forte demande étrangère en produits laitiers industriels et de grande consommation. La production de poudres de lait et de beurre augmente ainsi de 7 %, et celle de fromages de 4 %. La production **d'huiles brutes et tourteaux** reste stable, tandis que celle **d'huiles raffinées** se

rétracte de 3 % par rapport au niveau élevé du premier trimestre 2010. La production de **produits de la boulangerie-pâtisserie** et celle **d'aliments pour animaux** sont relativement stables par rapport au premier trimestre 2010.

Des échanges extérieurs bien orientés

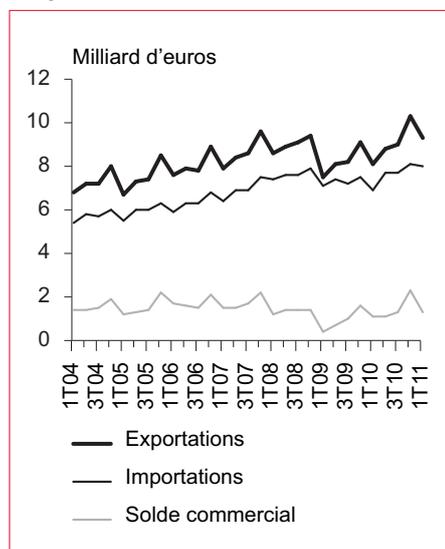
Au premier trimestre 2011, l'excédent commercial des IAA continue d'être bien orienté, grâce à une forte

Une activité soutenue au premier trimestre 2011



Source : Insee - Ipi CVS

Des exportations bien orientées au premier trimestre 2011



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

demande étrangère et à une hausse des prix à l'exportation. S'élevant à 1,35 milliard d'euros, il demeure cependant inférieur aux niveaux records des premiers trimestres 2006 et 2007 atteints avant la crise économique de 2008-2009. Le montant des exportations progresse de manière marquée par rapport au premier trimestre 2010, où les échanges extérieurs étaient en pleine reprise. Le niveau élevé des importations de produits alimentaires limite cependant l'amélioration de l'excédent commercial des IAA. En effet, après s'être redressées au cours de l'année 2010, les importations continuent de croître, dépassant même le haut niveau du premier trimestre 2008.

Au premier trimestre 2011, la demande étrangère continue d'être particulièrement soutenue : le montant des exportations s'élève à 9,3 milliards d'euros, soit une hausse de 16 % par rapport au premier trimestre 2010. Cette hausse résulte essentiellement de la hausse des exportations de **vins et de boissons alcooliques**, de **produits laitiers** et de **plats préparés**, sous l'effet combiné de la hausse des prix et des volumes. Les prix à l'exportation des produits laitiers industriels, tributaires du marché mondial et donc plus volatils, se sont considérablement accrus suite à la flambée des cours mondiaux. De plus, grâce à une hausse des prix à l'exportation, l'excédent commercial des **produits du travail des grains et produits amylacés** s'améliore de 93 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2010. Par ailleurs, les exportations de **viande et produits à base de viande** se sont fortement accrues en un an, permettant une réduction du déficit commercial de 100 millions d'euros.

Limitant la progression de l'excédent commercial des IAA, le solde commercial d'une grande partie des produits alimentaires se détériore, suite à la hausse des importations. Ainsi, l'excédent commercial des « **autres produits alimentaires** » se rétracte de 120 millions d'euros, à cause de la hausse du montant des importations de cacao, chocolat et produit de confiseries et de café et thé transformés liée à l'accroissement des prix. Le déficit commercial **des préparations et**

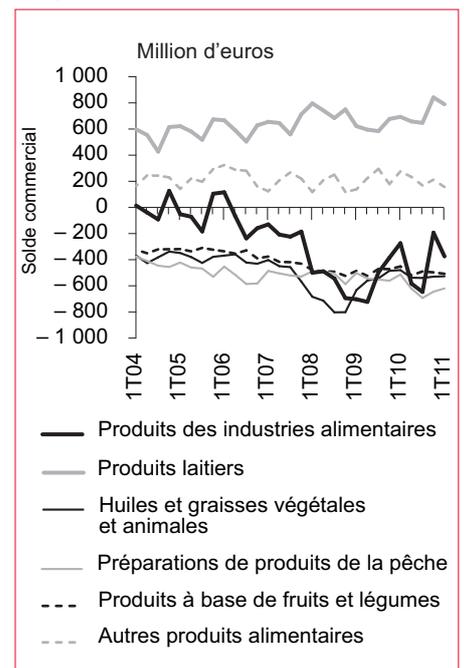
conserves de poissons et produits de la pêche s'aggrave de 105 millions d'euros, celui des **produits à base de fruits et légumes** de 57 millions d'euros, et celui des **huiles et graisses** de 48 millions d'euros.

La consommation des ménages continue de progresser

Au premier trimestre 2011, la consommation des ménages en **produits agricoles et agroalimentaires (y compris tabac)** poursuit sa hausse, après un repli en 2008. D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la consommation en volumes de produits des IAA (y compris tabac) progresse de 1 % par rapport au premier trimestre 2010. La consommation de produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche augmente quant à elle de 1,3 %.

D'après le Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, les achats en volume de **viande** se rétractent par rapport au premier trimestre 2010 : la consommation de viande de boucherie se rétracte de 2,3 %, et celle de viande de volailles de 0,8 %, entraînée par la viande de dinde.

Des importations importantes de produits alimentaires



Source : DGDDI (Douanes)

D'après le panel Nielsen, qui concerne les **produits laitiers** en grande surface, la consommation en volume à domicile continuerait sa progression. La progression est prononcée pour les produits ultra-frais (yaourt, fromages frais et desserts frais), après une contraction en 2008. De même, la consommation des ménages en fromages et en crèmes (aérosol, fraîche et UHT) augmente. La consommation de beurre est quant à elle de nouveau en repli.

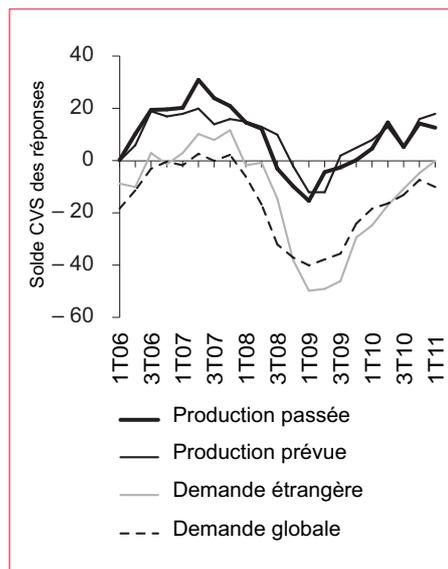
Des carnets de commandes étrangers toujours bien étoffés

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee en mars 2011, l'activité des IAA reste bien orientée, même s'ils estiment que la hausse ralentit au cours du premier trimestre 2011. Par ailleurs, les carnets de commandes globaux sont de moins en moins considérés comme fournis. Les carnets de commandes étrangers demeurent toutefois supérieurs à la moyenne. Au vu des perspectives personnelles de production, l'activité pourrait ralentir légèrement au deuxième trimestre 2011.

Accroissement sensible des prix à la production

Depuis le début d'année 2010, les prix à la production des IAA ont repris leur

Les industriels des IAA considèrent que leur activité ralentit



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde CVS des réponses

tendance haussière, après avoir subi le contrecoup de la flambée des prix des matières premières de 2007-2008. Cette hausse de prix est de plus en plus prononcée, en lien avec le raffermissement des cours des matières premières. Au premier trimestre 2011, les prix se rapprochent du niveau du premier trimestre 2008, lors de la précédente flambée des prix. Toutefois, les prix entre 2008 et 2011 ne sont pas directement comparables : l'entrée en application de certaines mesures de la loi de modernisation de l'économie en janvier 2009 a eu pour conséquence de faire apparaître dans les écritures comptables, en compensation des marges arrières, un recul des prix de vente à la grande distribution entre 2008 et 2011.

Dans le sillage du renchérissement des céréales et oléoprotéagineux, les prix à la production des **aliments pour animaux**, en particulier pour les animaux de ferme, augmentent considérablement (+ 25 %), dépassant même le niveau très élevé du premier trimestre 2008. De même, les prix des **huiles et graisses végétales** et des produits du **travail des grains et produits amy-lacés** augmentent fortement, mais ne dépassent pas le niveau du premier trimestre 2008.

Les prix des **produits laitiers** grimpent, entraînés par la flambée des prix des produits laitiers industriels sur le marché mondial. Entre le premier trimestre 2010 et le premier trimestre 2011, le prix des poudres de lait augmente de 11 %, celui du beurre de 6 % et celui des caséines de 15 %. Le prix des produits laitiers de grande consommation augmente de manière plus modérée (+ 3 % pour les fromages, + 1 % pour les yaourts).

Stimulés par une demande étrangère dynamique, le prix des **boissons** s'accroît légèrement : le prix du vin augmente de 3 % et celui des boissons alcooliques distillées de 1,2 %. Le prix du champagne reste stable par rapport au premier trimestre 2010.

De même, les prix à la production des **produits à base de poisson** et des **viandes de boucherie et viandes de volailles** augmentent par rapport au

premier trimestre 2010. Les prix augmentent aussi pour le **cacao, chocolat et produits de confiserie**, les **café et thé transformés**, les **plats préparés** et les **aliments adaptés à l'enfant et diététiques**. En revanche, les prix du **sucré et des produits à base de fruits et légumes** sont en recul.

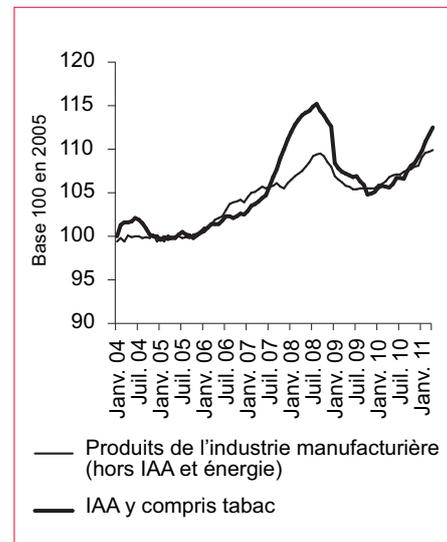
La croissance du chiffre d'affaires est confortée par la hausse des prix

Dynamisée par la hausse des prix, de la demande étrangère et de la consommation des ménages, le chiffre d'affaires des IAA augmente de manière prononcée depuis le début d'année 2010, après avoir subi en 2009 la baisse simultanée des prix et de l'activité. Au premier trimestre 2011, le chiffre d'affaires dépasse le niveau élevé du premier trimestre 2008, lors de la précédente flambée des prix.

Le chiffre d'affaires des **boissons**, dynamisé par l'essor de la demande étrangère, progresse fortement, retrouvant le niveau élevé du premier trimestre 2008. La hausse est particulièrement prononcée pour les champagnes et mousseux (+ 23 %), les vins (+ 11 %) et les eaux de table (+ 11 %).

De même, le chiffre d'affaires des produits alimentaires augmente fortement sur un an, devenant supérieur au

La hausse des prix s'accélère, en lien avec le renchérissement des matières premières



Source : Insee - IPP

niveau élevé du premier trimestre 2008. Il est tiré vers le haut par les **aliments pour animaux** (+ 23 % par rapport au premier trimestre 2010), les **produits du travail des grains** (+ 16 %) et les **huiles et graisses végétales et animales** (+ 23 %), suite au renchérissement des céréales et oléoprotéagineux. De même, le chiffre d'affaires des **produits laitiers** s'accroît fortement (+ 9 %), suite à la flambée des prix des produits laitiers industriels : le chiffre d'affaires du beurre et des poudres de lait augmente de respectivement + 15 % et + 21 % par rapport au premier trimestre 2010. Le chiffre d'affaires des fromages, quant à lui, augmente de 7 % grâce à la forte demande extérieure et à la consommation des ménages. Le chiffre d'affaires des **viandes et produits à base de viande** augmente, grâce à la hausse des prix combinée à celle de la demande extérieure. Le chiffre d'affaires de **produits de la boulangerie-pâtisserie** augmente légèrement, la production étant relativement stable par rapport au premier trimestre 2010.

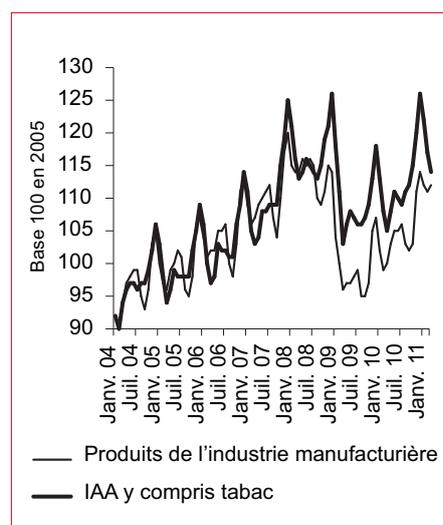
L'emploi salarié reste stable au premier trimestre 2011

L'emploi salarié des IAA (y compris tabac), salariés des entreprises artisa-

nales de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie inclus, est stable depuis le début d'année 2010. Fin mars 2011, le secteur compte ainsi 550 000 emplois. L'emploi salarié dans l'ensemble de l'industrie manufactu-

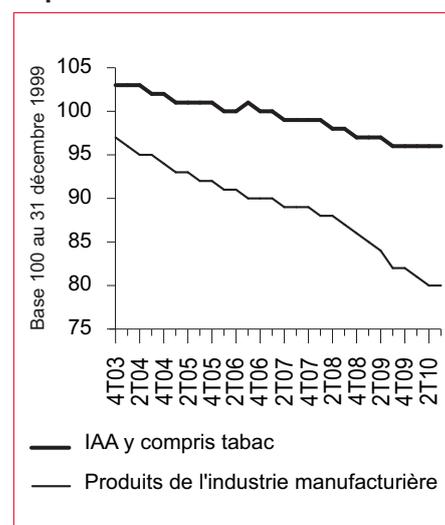
rière se stabilise quant à lui par rapport au quatrième trimestre 2010. Après un repli de 170 000 emplois en 2009 et de 60 000 emplois en 2010, il se stabilise à 2,9 millions d'emplois au premier trimestre 2011.

Accroissement sensible du chiffre d'affaires des IAA



Source : Insee - Ica - Moyenne mobile sur 3 mois

L'emploi dans les IAA est relativement stable depuis début 2009



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

Impulsée par une forte demande étrangère, l'activité est particulièrement soutenue au premier trimestre 2011

Évolution en %*	1 ^{er} Trimestre 2011/1 ^{er} Trimestre 2010					Année 2010				
	Pro-duction	Prix	Chiffre d'affaires	Expor-tations	Impor-tations	Pro-duction	Prix	Chiffre d'affaires	Expor-tations	Impor-tations
Produits des industries alimentaires	2,4	5,5	8,6	15,1	16,1	-0,2	0,1	3,4	8,2	4,8
Viandes et produits à base de viandes	2,8	3,0	6,6	18,6	6,4	1,7	-1,5	1,3	7,2	2,9
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		5,5	6,7	6,4	17,4		3,4	7,5	-3,5	10,2
Produits à base de fruits et légumes	4,5**	-0,5	6,5	10,8	11,7	-6,9	-3,1	-0,3	7,4	3,1
Huiles et graisses végétales et animales	-1,8	27,3	23,4	74,5	30,4	6,1	1,8	1,3	9,7	-1,8
Produits laitiers	1,5	4,5	8,9	16,3	19,0	2,6		5,7	14,0	13,4
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,6	14,8	15,6	30,1	19,7	10,1	-5,5	-1,4	6,0	-4,0
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	0,9	0,4	3,5	2,6	13,8	-0,5	2,0	3,9	2,4	-0,4
Autres produits alimentaires	3,1	1,9	8,5	7,1	18,4	-0,3	-1,0	4,8	8,6	8,9
Aliments pour animaux	0,1	25,0	16,9	-0,7	11,9	0,2	5,6	5,2	4,5	3,3
Boissons	11,2***	1,7	10,5	16,8	15,6	8,6	0,2	6,9	15,8	-1,4
Tabac	-10,5	5,6		20,5	0,9	-1,4	3,4		3,4	1,7
Ensemble IAA y compris tabac	3,1	4,8	8,7	15,7	15,3	0,8	0,3	4,0	10,4	4,1

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champ, branche, secteur) et ne sont pas toujours immédiatement comparables.

** Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

*** Non compris les vins.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

Sources

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac divisions 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins.
- L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. ils ont des ouvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.
- L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.
- Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre.
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

IAA 2008 : une activité toujours soutenue par un peu plus de 3 000 unités

L'enquête annuelle d'entreprise offre tous les ans une information économique homogène et de qualité sur l'activité des principales firmes agroalimentaires ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre pour la réaliser. Elle mesure les ventes détaillées par produits, l'emploi, l'investissement, les exportations, etc. Elle donne en parallèle un grand nombre d'informations sur les conditions d'exercice de cette activité (recours éventuel à la sous-traitance, travail sous marque de distributeur, niveau des dépenses de publicité, etc.) et s'assure de la cohérence comptable de l'ensemble. Elle pointe aussi les restructurations intervenues dans l'année.

Dans l'agroalimentaire comme dans le reste de l'industrie, l'enquête s'adresse à toutes les entreprises de transformation – hors charcuterie et boulangerie-pâtisserie artisanales – de 20 salariés et plus ou de plus de cinq millions d'euros de chiffre d'affaires. Cela concerne 2 950 entreprises dans la version révisée de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2), entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. C'est

25 % des firmes agroalimentaires mais un peu plus de 90 % de l'emploi et 95 % du chiffre d'affaires du secteur.

Environ 95 % du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des industries agroalimentaires (hors activités d'artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie) sont réalisés par 3 000 entreprises de 20 salariés au moins ou de plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. Interrogés en 2008 dans le cadre du nouveau dispositif d'Élaboration de la Statistique Annuelle d'Entreprise (Esane), un quart de ces industriels ont pour principale activité la transformation de la viande. Ils sont à l'origine de près de 20 % de la valeur ajoutée considérée. Les fabricants d'« autres produits alimentaires » et de boissons avec 15 % chacun du total des unités contribuent pour leur part à hauteur de 21 % chacun à la formation de la valeur ajoutée. Avec l'industrie laitière et la fabrication industrielle de boulangerie-pâtisserie-biscotterie et biscuiterie, cinq filières et 2 431 des plus importantes entreprises totalisent l'essentiel de la valeur ajoutée du secteur.

Les industries agroalimentaires en 2008 : les chiffres-clés

	Nombre d'entreprises*	Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée		Excédent brut d'exploitation		Bénéfice ou perte Million d'€
		Milliard d'€	Poids en %	Million d'€	Poids en %	Million d'€	Poids en %	
10.1 Industrie des viandes	811	31,5	21,3	4 901	18,5	652	7,7	105
10.2 Industrie du poisson	106	2,9	2,0	547	2,1	127	1,5	41
10.3 Industrie fruits et légumes	185	7,8	5,3	1 440	5,4	403	4,8	114
10.4 Industrie corps gras	30	3,5	2,4	349	1,3	167	2,0	90
10.5 Industrie laitière	305	25,7	17,4	3 343	12,6	888	10,5	202
10.6 Travail du grain	109	6,4	4,4	1 190	4,5	438	5,2	98
10.7 Boulangerie-pâtis. et pâtes	358	10,2	6,9	2 326	8,8	647	7,6	248
10.8 Autres ind. Alim.	483	25,5	17,3	5 471	20,7	2 092	24,7	983
10.9 Fab. alim. Animaux	215	11,5	7,8	1 402	5,3	462	5,5	238
10. Industries Alimentaires	2 602	125,1	84,8	20 969	79,3	5 876	69,3	2 120
11. Industrie boissons	474	22,4	15,2	5 460	20,7	2 599	30,7	1 339
10 + 11 Ensemble IAA	3 076	147,5	100,0	26 430	100,0	8 475	100,0	3 459

* Entreprises de 20 salariés et plus.
Sources : Insee, SSP (Esane 2008)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Synthèses IAA : le premier mois de chaque trimestre
- « 2010 : la reprise de la demande mondiale soutient l'activité des IAA », Synthèses n° 2011/147, avril 2011
- « Synthèses IAA : la reprise de l'activité ralentit au troisième trimestre 2010 », Synthèses n° 2011/139, janvier 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010
- « Bonnes performances des IAA au deuxième trimestre 2010 », Synthèses n° 2010/127, octobre 2010
- « Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons », Synthèses n° 2010/125, septembre 2010
- « IAA : la reprise se poursuit », Synthèses n° 2010/120, juillet 2010
- « IAA 2009 : un second semestre mieux orienté », Synthèses n° 2010/112, avril 2010
- « Production des IAA en 2008 », Chiffres et données - série Agroalimentaire n° 171, juillet 2010
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2007 », Chiffres et données n° 163, février 2009

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute

Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité
et de l'Aménagement du Territoire
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex

Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald

Rédacteur en chef : Christine Deroin

Composition : SSP Beauvais

Dépôt légal : À parution

ISSN : 1274-1086

© Agreste 2011

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr